Communiqué de la fédération SUD éducation du 9 mai 2016 : communiquerepression.pdf Ces derniers temps depuis les nombreuses manifestations autour de la COP 21, contre l'état d'urgence, les forces de l'ordre utilisent un arsenal de plus en plus large et dangereux (grenades assourdissantes, galets lacrymogènes en tir tendus, flash-ball) qui ont conduit à la mort de Rémy Fraisse à Sivens . Les manifestations du 1er mai n'ont pas échappé à ces violences policières et ont encore prouvé que le gouvernement cherche plus à discréditer le mouvement social qu'à entendre la rue. Pour tenter d'endiguer la lutte contre la loi travail, il joue la carte de la provocation pour réprimer les opposant-es et intimider la population. Les matraquages, arrestations se multiplient dans les manifestations, les rassemblements, à nuit debout, devant les universités, les lycées etc. La stratégie des forces de l'ordre très présentes est claire : pousser aux dérapages en allant systématiquement au contact des manifestant-es. A Marseille le cortège de Solidaires a été la cible de ces tirs tendus de grenades lacrymogènes, un camarade est hospitalisé après qu'un policier l'ait atteint à la gorge avec son flashball. A Paris un dispositif policier hallucinant a entouré des tronçons entiers des cortèges de manifestant.e.s puis a bloqué la manifestation pendant près d'une heure. Celles et ceux qui y étaient très nombreux-euses ont subit des gazages et des charges. A Saint Denis, à l'occasion d'une action interprofessionnelle en Seine-Saint-Denis, le jeudi 28 avril 2 syndicalistes ont été arbitrairement placés en garde à vue. Lundi 2 mai 47 personnes étaient convoquées par la sûreté territoriale de Nanterre et 13 ont été placées en garde à vue à cause de leur participation au mouvement lycéen du mois d'avril contre la loi travail. La répression à outrance du mouvement social est inacceptable et scandaleuse. Le but du gouvernement, avec la complicité des médias, est d'essayer d'emmener la bataille de la loi travail sur le terrain policier et judiciaire en la masquant sous des nuages de gaz lacrymogènes par les images et reportages d'incidents qui tournent en boucle sur les principaux médias. Il s'agit de faire peur aux personnes susceptibles de se rendre aux manifestations et de discréditer le mouvement dans l'opinion largement opposée à cette loi. Il ne nous fera pas taire ! Notre détermination est intacte voire se renforce ! **La Fédération Sud Education continue d'exiger l'arrêt de la répression, des poursuites contre les personnes mobilisés et dénonce la stratégie de tension des forces de police . Plus que jamais en mai amplifions la mobilisation pour le retrait de la loi travail.** *Fédération SUD Education*

Documents joints

communiquerepression.pdf